

« L'autre » net-campagne : les utilisations de l'Internet entre les deux tours, de la diffusion à la mise en réseau

Alors qu'avant le premier tour, l'Internet avait été principalement utilisé pour la diffusion verticale d'informations, durant l'entre-deux tours, il donne lieu à des utilisations plus horizontales (mails, sites de particuliers, forums, etc.) et moins institutionnelles.

Le dimanche 21 avril au soir, les résultats du premier tour des élections présidentielles placent Jean-Marie Le Pen en deuxième position des présidentiables avec 17,1% des suffrages exprimés, contre 19,4% pour Jacques Chirac, et seulement 15,8% pour le second présidentiable que les sondages et les médias portaient immanquablement au second tour, Lionel Jospin. Le leader de l'extrême-droite au second tour de l'élection centrale de la République française : une situation inédite et impensable. Résultat, le soir même, plusieurs millions de Français descendent dans la rue pour exprimer leur désarroi. Mais autre fait inédit dans ce contexte politique sans précédent, pour la première fois, Internet s'impose presque simultanément comme relais de masse. Relais de mobilisation, d'organisation, de pédagogie, de militantisme, de débats... Pour reprendre une expression quelque peu galvaudée, il devient relais « citoyen » pour la mobilisation anti-le Pen. Déjà les semaines précédentes, Internet s'est véritablement affirmé comme un nouvel outil de communication en période de campagne électorale, notamment parce qu'il est devenu davantage accessible – 15 millions de Français disposent alors d'une connexion Internet, contre seulement 50 000 en 1995.

Alors que le web était jusqu'au 21 avril accaparé en tant qu'outil de communication pour les états-majors des partis des candidats aux élections présidentielles, les individus reprennent les commandes, notamment par le biais de sites personnels, d'envois d'e-mails, de participation aux forums de discussions. Le sursaut citoyen observé dans la rue dès le soir du 21 avril se retrouve donc sur le web. L'objectif est de mobiliser les internautes-citoyens contre le Front National avant le second tour du 5 mai, en leur rappelant leur devoir de citoyen – aller voter – et en les convainquant de faire un choix responsable en votant pour le candidat Jacques Chirac. Ce qui passe notamment par l'organisation – renforcée par le biais d'Internet, avec des sites spécifiques et des listes de diffusion - de grandes manifestations, comme celle du 27 avril, ou celle du 1^{er} mai – traditionnellement jour de manifestations syndicales pour la fête du travail, mais aussi fête en l'honneur de Jeanne d'Arc « récupérée » par le Front National, ce 1^{er} mai-là revêtira une couleur particulière...

Comment Internet s'est imposé comme relais principal de cette soif d'action éprouvée par les militants ou par de simples citoyens lambda ? Comment se sont positionnés les partis politiques – souvent déboutés pour le second tour – sur Internet ? Alors que le FN en a profité plus que jamais pour s'y exprimer en toute liberté comme il ne peut le faire, selon ses dires, dans les médias classiques ? Quelles nouvelles formes d'utilisation du Net émergent à cette occasion ? Surtout, ces nouveaux usages ont-ils perduré, une fois repris le train-train de la vie politique ?

I/ Le week-end du 21 avril 2002, « week-end électoral de la Net-Campagne ».

Dès l'annonce des résultats le dimanche 21 avril au soir, le premier réflexe de beaucoup d'individus est de descendre dans la rue, pour des manifestations spontanées. D'autres vont sur les forums de discussions dédiés aux élections, pour réagir, donner leur avis, tenter de comprendre. Premiers forums concernés : ceux de sites médias, ou encore celui du candidat Lionel Jospin. Seconde étape : faire circuler des mails, en demandant de faire suivre, selon le réflexe de la chaîne. Les militants, collectifs et individus commencent à s'organiser de cette manière. Dès le lendemain, des sites servent de relais pour l'organisation du calendrier des manifestations. Puis les premières pages web dédiées se multiplient

A/ Les médias alternatifs, premiers relais pour les appels à manifestations

Dès le dimanche 21 avril au soir, les « médias alternatifs » préexistants servent de relais pour les collectifs et militants. On peut définir ces « médias alternatifs » en ligne comme des portails indépendants, situés politiquement à gauche, qui servent traditionnellement de relais pour les manifestations ou prises de positions de collectifs, associations ou de militants.

Ainsi, l'antenne française du réseau d'information « open source » Indymedia (Independent Media Center), dès le 21 avril au soir, lance les premiers appels à manifestations. Puis établit « un agenda en ligne des manifestations à Paris, Amiens, Grenoble, Marseille ou Nancy, avec pour points d'orgue, celles du 27 avril ou du 1^{er} mai ». ¹ Le réseau en ligne Samizdat.net orchestre aussi les appels à la mobilisation d'un ensemble de collectifs, dont No Pasaran, « collectif libertaire antifasciste qui revendique 400 membres » ². De même, un portail similaire, le Forum de l'insoumission et de la désobéissance sociale, qui regroupe des collectifs et individus proches des mouvements sociaux alternatifs

Le lendemain, le lundi 22 avril, le-maquis.org relaie par e-mail à sa liste de diffusion les mouvements sur Paris. Il sert ainsi de relais à des mouvements comme « Chiche ! », créée originellement par de jeunes militants des Verts.

Puis ce sont les associations antiracistes qui prennent le relais. Avec notamment le mouvement Ras l'Front, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), mais aussi le collectif Ensemble contre la peine de mort, qui, pour l'occasion, se rebaptise provisoirement « Ensemble contre Le Pen », et mobilise ses réseaux pour ses sit-in quotidiens, par le biais de sa base de données, avec ses 64 000 membres revendiqués ³.

B/ Les forums de discussion des sites des candidats pris d'assaut

Beaucoup d'individus encore sous le choc des résultats ont eu pour réflexe, ce dimanche soir, de se rendre directement sur les forums de discussion ouverts sur les sites des candidats, Lioneljospin.net et Tousavecchirac.com. Mais ces forums quelque peu aseptisés durant la campagne « normale », du moins surveillés à priori par les équipes de campagne non seulement pour rester maître de la communication émanant du site mais aussi pour éliminer

¹Capucine Cousin et Laurance N'Kaoua, « La Toile se tend contre l'extrême droite », *Les Echos* du 29 avril 2002, p. 27

² ibid.

³ ibid.

les contenus illicites, ne sont plus modérés ce soir-là, première manifestation du « tout permis carnavalesque » qui caractérisera la croisade anti-Le Pen. Et certains ont frôlé la saturation, comme celui du candidat Lionel Jospin, « avec près de 3 000 messages »⁴.

Le débat se poursuit d'ailleurs sur le forum du site de Lionel Jospin dans la semaine qui suit le premier tour, à propos de l'attitude à adopter pour le second tour. Le jeudi 25 avril 2002, le forum compte 15 000 messages⁵. Des messages où des internautes expliquent pourquoi ils voteront Chirac au second tour, alors que d'autres, comme Yves, estiment que Chirac aura assez des voix de droite pour passer au second tour, et que « Voter Chirac serait lui donner une légitimité qu'il n'a pas le droit d'avoir »⁶. Mais ce sont surtout des messages de remords, d'excuses, comme Danièle qui regrette d'avoir voté pour Arlette Laguiller. Ou encore des messages de militants socialistes qui aimeraient que Lionel Jospin revienne sur sa décision de quitter la vie politique, comme Stéphane, qui se demande « au nom de quoi il a le droit de prendre cette décision ? », cite encore Stéphane Mandard.

C/ Les anti-Le Pen s'activent autour des noms de domaines, et les électeurs de gauche rivalisent de propositions sur Internet

Un des premiers réflexes d'internautes, dès le 21 avril, est de déposer des noms de domaines explicites pour créer des sites consacrés à la lutte contre Le Pen. Le 21 avril même, le nom de domaine antilepen.com est déposé, un nom de domaine qui se veut « ouvert à toute association pouvant lutter contre l'extrême droite ». Suivent quiestlepen.com le lendemain, puis contre-le-pen.com, déposé le 23 avril, danger-le-pen.org, nonalepen.org...⁷

Le premier paradoxe pour les militants de gauche, privés de candidat au second de l'élection présidentielle le 21 avril, est de convaincre les internautes, par un travail de pédagogie, de voter, et de voter Jacques Chirac – et non pas, par exemple, voter blanc. En même temps, ils doivent faire passer ce message : « que, le 5 mai, le bulletin Chirac "pour faire barrage à l'extrême droite" ne se transforme pas en plébiscite en faveur du président sortant, dont ils contestent la personne (les affaires) et le programme »⁸.

Les militants vont donc, un temps, songer à proposer d'aller voter avec des gants, une rose à la main, une pince à linge sur le nez, ou encore un bonnet phrygien pour montrer qu'ils votent de cette manière à contrecœur. Là encore, Internet sera le réceptacle de ces propositions, avec des sites aux noms aussi éloquentes que voteravecdegants.free.fr, lapincealinge.org, ou commentvoterchirac.com. Des propositions presque avalisées par Jean-Pierre Mélenchon, alors ministre délégué à la formation professionnelle, qui le 27 avril, estime que « le 5 mai, il faut faire son devoir, avec des gants ou des pinces à linge, je m'en fiche, mais il faut voter et rabaisser le FN », reprend Claire Ané⁹. Des initiatives épiques, qui bénéficieront d'une certaine audience sur Internet, mais ne seront pas concrétisées – vu les risques juridiques que ces fantaisies entraînaient (notamment l'annulation de scrutins) les sites cités ci-dessus seront ensuite beaucoup plus prudents sur ces initiatives. Il est intéressant de noter que ces initiatives, d'abord relayées sur des sites Internet parfois créés à cette occasion, feront peu

⁴ *ibid.*

⁵ Stéphane Mandard, « Les coups de gueule et les regrets des internautes socialistes », *Le Monde*, jeudi 25 avril 2002

⁶ cité par Stéphane Mandard, *ibid.*

⁷ Laurence Bernaert, « Les anti- Le Pen s'activent autour des noms de domaine », in *Le Monde*, vendredi 3 mai 2002

⁸ Claire Ané, « Sur Internet, on n'appelle plus à voter avec des gants », *Le Monde*, 30 avril 2002

⁹ *ibid.*

après l'objet de reportages dans la presse écrite¹⁰ et dans les journaux télévisés. C'est donc Internet qui a fourni ce sujet de reportage à la presse écrite et la télévision.

On le voit, à ce stade de cette campagne électorale, ce sont les militants et les individus qui reprennent en main le Réseau.

II/ L'utilisation du Net par les candidats dans l'entre-deux tours

En toute logique, la quasi-totalité des candidats éliminés au premier tour ont fermé leurs sites, à l'exception de certains comme Noël Mamère... Mais il est sûr qu'à partir de ce moment-là, le Front National a vraiment fait de la Toile son « espace de liberté », et s'est basé dessus comme outil de propagande à part entière...

A/ Une relative atonie pour des candidats encore sous le coup des résultats du 21 avril

La plupart des candidats battus, sous le choc des résultats inattendus du premier tour du scrutin, se contentent souvent de remercier leurs électeurs d'avoir voté pour eux et ne tiennent plus à jour leur site. Et ce pour des raisons d'économie – leurs frais de campagne n'étant plus remboursés puisqu'ils ne sont plus en campagne, ils ne peuvent se permettre d'engager des frais supplémentaires dans l'entretien de leur site. Et pour des raisons juridiques – les ex-candidats non retenus pour le second tour ne peuvent continuer à faire campagne.

Il convient d'apporter quelques précisions juridiques sur ces points. En toute logique, « les candidats éliminés au premier tour redeviennent des citoyens comme les autres. Ils sont juste astreints au dépôt d'un compte de campagne deux mois après le second tour du scrutin, mais ils n'ont pas d'interdiction de parole », précise-t-on au greffe du Conseil Constitutionnel¹¹. Cela implique que les ex-candidats peuvent encore s'exprimer – et donc appeler à voter pour tel ou tel candidat – mais à leurs frais. « Ce qui est éventuellement interdit, mais c'est trivial et évident, est l'intégration dans leurs dépenses de campagne des coûts de communication entre les deux tours. Les "compteurs" (recettes et dépenses) de leurs comptes de campagne s'arrêtent au soir du premier tour pour eux, et c'est au Conseil Constitutionnel de le vérifier (on a pu retrancher diverses dépenses du remboursement final pour ces raisons) », poursuit-on au Conseil Constitutionnel.

Ce dernier a d'ailleurs relevé des cas où des ex-candidats n'ont pas vu leurs dépenses remboursées en frais de campagne. Ce fut le cas pour plusieurs qui tentèrent d'intégrer dans leurs frais de campagne des réunions organisées à l'issue du premier tour du scrutin. A ce titre, on peut par exemple citer une décision sur le compte de campagne de Lionel Jospin : « Frais relatifs à des réceptions organisées dans la soirée du premier tour de scrutin et qui ne peuvent être regardés comme exposés en vue de la campagne électorale du candidat, laquelle avait pris fin à cette date »¹². L'ex-candidat Alain Madelin a été notifié d'une décision similaire : « Frais afférents à un " pot du deuxième tour " et qui ne peuvent être regardés

¹⁰ Judith Perrignon, « Les lendemains de la pince à linge », *Libération*, mardi 28 mai 2002

¹¹ Echange avec l'auteur par e-mail, mardi 3 juin 2003

¹² Décision sur le compte de campagne de M. Lionel JOSPIN, 26 septembre 2002, cons. 4, Journal officiel du 12 octobre 2002, p. 16875

comme exposés en vue de la campagne électorale du candidat, laquelle avait pris fin à cette date »¹³.

Bref, les ex-candidats n'avaient aucune interdiction formelle à maintenir un site Internet ou, à fortiori, faire campagne entre les deux tours. « Cela fait partie de la liberté d'expression, du moment qu'ils respectent les quelques règles qui s'y attachent », poursuit-on au Conseil Constitutionnel, qui avait rappelé ces règles sur des pages consacrées aux aspects juridiques de la campagne présidentielles¹⁴.

Tous appellent à voter Jacques Chirac, hormis le site de Bruno Mégret. Et la plupart commencent à se préparer pour les élections législatives.

Ainsi, sur son site, le PCF se contente d'afficher le message suivant : « Terminé, fini, on ne sert plus. La campagne électorale de Robert Hue s'est achevée dimanche et, avec elle, le roberthue.info ferme ses fenêtres »¹⁵. Le site de Jean-Pierre Chevènement, pour sa part, affiche sa déclaration du mardi 23 avril, où il explique la nécessité de voter pour Jacques Chirac. Ce qui ne l'empêche pas de préparer le terrain des élections législatives, annonçant sur sa page d'accueil : « Dans quelques jours vous pourrez retrouver ici le site de campagne du Pôle Républicain pour les élections législatives ». Le site de campagne de Jacques Chirac, devient une vitrine de l'Union pour la Majorité Présidentielle

Le site du candidat Vert aux élections présidentielles fait figure d'exception. Noël Mamère transforme son site « en pétition anti- Le Pen »¹⁶. Sur sa nouvelle page d'accueil, il explique même qu'il votera Chirac en tant que « citoyen », et exprime son soutien à la jeunesse.

Noël Mamère met aussi en ligne sur son site une pétition qui stipule que le vote du 5 mai est un « référendum anti-FN » - il recueillera 1 337 signatures, stipule alors *Le Monde*¹⁷. « Noël Mamère avait décidé de maintenir son site pour le transformer en pétition. Son site était plus militant que professionnel, ce qui a facilité la chose »¹⁸, résume Olivier Blondeau, sociologue, qui prépare une thèse en sociologie politique sur les mouvements sociaux sur l'Internet, et était par ailleurs webmaster de ce site.

B/ Comment le FN optimise l'outil de communication Internet

Depuis plusieurs années, le Front National a su utiliser l'Internet, parce qu'il y a vite vu « un des derniers espaces de libertés et aussi un remarquable outil militant », comme l'indique son site. Très vite, lors de la campagne électorale, Jean-Marie Le Pen appelle donc ses militants à utiliser Internet pour véhiculer une image du Parti distincte de celle, déformée, que les médias imposent. Internet est à proprement parler un outil de liberté d'expression et de « droit de réponse » pour les militants et les dirigeants du FN.

- Internet, le seul « outil de libre expression » pour un parti « maltraité » par les médias traditionnels

¹³ Décision sur le compte de campagne de M. Alain MADELIN, 26 septembre 2002, cons. 4, p. 325

¹⁴ cf conseil-constitutionnel.fr/dossier/presidentielles/2002/faq/q18.htm

¹⁵ Cité par François Freby, in « Le week-end électoral de la Net-Campagne », *Wanadoo Info*, vendredi 3 mai 2002

¹⁶ Nicolas Bourcier et Stéphane Mandard, « Sur Internet, les sites de mobilisation anti- Le Pen se multiplient », *Le Monde*, vendredi 26 avril 2002

¹⁷ Claire Ané, op. cit.

¹⁸ Entretien avec l'auteur, 27 mai 2003

L'argumentation alors développée sur le site de Jean-Marie Le Pen, dans la rubrique « militer sur Internet », citée par Christophe Agnus et Sylviane Stein sur *Transfert.net*¹⁹, est alors pour le moins explicite. « Comme durant les pires heures de l'Union Soviétique, certains médias nationaux tentent d'imposer au peuple leur choix pour le second tour. Il est en votre pouvoir de nous aider en diffusant l'adresse du site Internet de Jean-Marie Le Pen, ainsi qu'en participant activement aux nombreux forums diffusés sur Internet, toujours dans le respect des opinions d'autrui et de façon courtoise. Ne répondez pas à certaines provocations haineuses et aux insultes de nos adversaires ». Le leader du FN y reprend donc son argumentation classique – son boycott par les médias nationaux, qui le reçoivent peu sur ses plateaux, et ne le laissent donc pas s'exprimer librement, et incite ses militants à diffuser l'adresse de son site auprès de leurs connaissances.

- le FN explique à ses militants comment « militer sur Internet »

Comme le montre la citation précédente, les militants du FN sont donc encouragés à aller sur les forums de discussion pour participer aux débats. Mais les instances dirigeantes du parti insistent bien sur le ton policé à adopter, et les règles de la Netiquette à respecter : Internet doit en effet servir de relais à un FN qui se veut alors plus respectable. Lors de la campagne électorale, les abonnés à la liste de diffusion du site de Jean-Marie Le Pen reçoivent donc l'e-mail suivant leur rappelant certaines règles de bonne conduite : « Attention : ne faites pas d'envois passifs « spamming » à des personnes qui ne vous sont pas proches (...). Continuez de participer aux forums sur Internet, respectez vos adversaires politiques, débattiez toujours avec courtoisie en écoutant leurs arguments. (...) Ne répondez pas aux injures (...), ceci afin de ne pas attiser le climat de terreur entretenu par certains de nos adversaires »²⁰.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que la version actuelle du site officiel du FN comporte encore une rubrique « Militer sur Internet », qui donne des adresses de forums de discussion en ligne, et pour les médias, les coordonnées des services des lecteurs ou téléspectateurs, ou des renseignements sur les radios ouvertes aux auditeurs. En conseillant bien sûr aux internautes militants de prendre la parole par ces biais.

- une pratique volontariste mais encore peu professionnalisée des militants FN sur les forums de discussion

Résultat, les internautes proches des thèses lepénistes n'ont pas tardé à se ruer sur les forums de discussion ouverts pour faire réagir les internautes aux résultats du scrutin du 21 avril, par des portails comme Wanadoo.fr, ou des webzines comme *Presidentielles.net* ou *Transfert.net*. Des forums de discussion qui avaient pour particularité de ne pas être modérés. Du coup, « la retenue est rarement de mise, et ce sont souvent des messages d'insulte ou d'intimidation qui sont postés dans les forums de discussion », souligne alors Stéphane Mandard²¹. Autre pratique pour le moins éloignée de la Netiquette, citée dans le même article : Xavier Moisant, responsable du site du candidat Jacques Chirac, affirme alors que des militants lepénistes ont récupéré des adresses électroniques d'internautes sur des forums de discussion pour les abonner à des listes de diffusion de mouvements d'extrême droite.

¹⁹ Christophe Agnus et Sylviane Stein, « Le Pen fait place Net », *Transfert.net*, lundi 29 avril 2002

²⁰ *ibid.*

²¹ Stéphane Mandard, « Les invités de M. Le Pen sont invités à militer sur Internet, un des derniers espaces de liberté », *Le Monde*, 2 mai 2002

III/ Les individus se (ré)approprient Internet et consacrent de nouveaux usages

Il convient tout d'abord de distinguer les différents types de sites qui existent ou sont créés à cette occasion, et quels sont leurs usages, pour ensuite étudier de quelle manière Internet devient un outil de coordination et de mobilisation. Bref, en plus d'être un porte-voix par le biais des sites persos, il accompagne le mouvement de la rue.

A/ Typologie des sites « citoyens »

Quels sont alors leur contenu, leur « ligne éditoriale », leurs objectifs – entre info militante et militantisme informatif ? Il nous a semblé utile de distinguer les différents types de sites qui ont joué un rôle particulier dans cette net-campagne. Il s'agit d'en donner un simple aperçu : seule une petite partie des innombrables sites – notamment les pages personnelles créées à cette occasion – sera citée à titre d'exemple.²²

1/ Sites médias

- presse en ligne

Plusieurs sites Internet de journaux ont ouvert des dossiers spéciaux à l'occasion des élections présidentielles, comme *Libération* et *Le Monde*, parfois accompagnés de forums thématiques. Des titres de presse en ligne, comme *Le Journal du Net*, *01net.com*, *Transfert.net*, avaient aussi ouvert des rubriques ad hoc. Enfin, même chose sur la rubrique actualité des portails Yahoo ! France et Wanadoo, qui ont ouvert des rubriques spéciales consacrées aux élections présidentielles. Wanadoo a aussi organisé des débats animés par le journaliste Michel Field, retransmis en direct sur le portail, où il reçut certains candidats au premier tour, comme le candidat Vert Noël Mamère. Il tentera d'ailleurs vainement d'organiser un débat entre les candidats du second tour, Jean-Marie Le Pen et Jacques Chirac, ce que ce dernier refusera – comme il a refusé le débat télévisé.

- webzines

Ces sortes de magazines en ligne, parfois créés bien avant cette campagne électorale, proposent souvent un ensemble de rubriques sur la pratique de la politique en ligne. On peut citer l'Observatoire de la net-campagne, qui cherchait à analyser l'évolution de la net-campagne au jour le jour, ou les sites *Netpolitique.net*, *Franceélections2002.net*, et *Abc-politique.com*, des sites encore actifs qui mettent régulièrement des articles et de analyses en ligne. Une des révélations de 2002 fut sans doute le site *Presidentielles.net*, véritable journal de bord de la campagne en ligne, au ton mordant, et avec de nombreuses rubriques – annuaire, revue de presse, forum de discussion, mais aussi des jeux et animations satiriques.

2/ Sites associatifs et de collectifs

²² Pour un panorama des sites les plus actifs dans cette période, voir l'indispensable annuaire sur presidentielles.net/annuaire

- les associations anti-racistes traditionnelles (Ras l' Front)

Le mouvement Ras l'Front dispose d'un site Internet, raslfront.org, où il relaie l'agenda des manifestations. Le collectif Ensemble contre la peine de mort, pour l'occasion, se rebaptise provisoirement « Ensemble contre Le Pen », et mobilise ses réseaux pour des sit-in quotidiens, via sa base de données, revendiquée à 64 000 membres²³. Enfin, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) met notamment en ligne sur mrapp.asso.fr un argumentaire en dix fiches élaborées deux ans avant, sur les points-clés du programme du FN (programme économique, préférence nationale, etc.). Sur son intranet (son réseau interne), ses membres peuvent télécharger des tracts et des affiches.

- les sites « analytiques »

On peut définir de cette manière les sites qui diffusent des points de vue et des analyses. Par exemple, le réseau en ligne Samizdat.net orchestre aussi, à cette occasion, les appels à la mobilisation d'un ensemble de collectifs, tel No Pasaran, « collectif libertaire antifasciste qui revendique 400 membres »,²⁴ dont il relaie la liste de diffusion, et Infozone, une newsletter d'information consacrée aux mouvements sociaux en France. Dès le 23 avril, il met en ligne des comptes rendus des manifestations, et des analyses sur le « séisme » du premier tour. « Depuis quelques années, les associations et collectifs avaient déjà pris l'habitude d'utiliser les listes de diffusion pour communiquer. Nous mettons aussi mis à disposition des internautes des outils pour créer des mailing lists et des sites », explique Pedro, l'un des webmasters de Samizdat.net.²⁵ Et dans cette circonstance, Samizdat.net a commencé à héberger le site de la revue *Réflexes*, une revue « antifasciste et libertaire ».

Le site Samizdat.net et ses premières mailing-lists avaient été créés à l'occasion des mouvements sociaux de l'automne 1995. Samizdat.net est un collectif qui anime des espaces de publication politique et culturels, ou d'information indépendante – à ce titre, depuis 1998, *Hactivist News Service*, « agence de presse indépendante » met en ligne des communiqués et points de vues contrôlés préalablement. Autre particularité, Samizdat.net met en place des dispositifs temporaires de communication liés à des mouvements spécifiques – ce fut le cas lors du contre-sommet de Gênes en été 2001.

Lemaquis.org, pour sa part, se veut une « agence de presse des mouvements sociaux sur Paris », et relaie à ce titre les actions de plusieurs mouvements par des listes de diffusion, comme la liste « Chiche ! », créée par d'anciens jeunes militants Verts.

Enfin, Place-publique.fr, magazine en ligne créé en 1996, devient à cette occasion un relais pour les actions des mouvements de contestations auprès du public. En effet, ce « site des initiatives citoyennes » recense les différentes initiatives, accessibles par régions ou domaines d'activité, et des appels à mobilisation.

- les sites alternatifs (Indymedia)

L'antenne française d'Indymedia, dès le 21 avril au soir, lance les premiers appels à manifestations. Puis établit « un agenda en ligne des manifestations à Paris, Amiens, Grenoble, Marseille ou Nancy, avec pour points d'orgue, celles du 27 avril ou du 1^{er} mai ».²⁶ Le réseau d'information « open source » Indymedia (Independent Media Center), qui dispose d'antennes un peu partout dans le monde, avait été créé lors du Sommet de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) de Seattle en novembre 1999, pour donner un écho au

²³ Capucine Cousin et Laurance N'Kaoua, op. cit.

²⁴ *ibid.*

²⁵ Entretien avec l'auteur, 26 mai 2003

²⁶ Capucine Cousin et Laurance N'Kaoua, op. cit.

mouvement antimondialisation. Elle relaiera ensuite au quotidien les actions des antimondialistes – aujourd’hui qualifiés d’altermondialistes⁻²⁷ notamment lors du sommet de Gênes, en été 2001. Cette agence de presse en ligne avait inauguré une nouvelle façon de faire de l’information. Sa particularité est que tout individu peut y poster des messages en ligne sans contrôle²⁸.

3/ Sites individuels

- les sites pédagogiques (informations sur Le Pen...)

Quelques sites cherchent à donner des informations « objectives » sur Jean-Marie Le Pen et le FN. Le site quiestlepen.com, lancé dès le 23 avril, voulait ainsi « recenser les propos, idées et projets de Jean-Marie Le Pen », sans commentaires, parce que « les faits parlent d’eux-mêmes », affiche la page d’accueil. Le lendemain du premier tour, « avec deux autres anciens étudiants de Sciences Po, nous avons décidé de créer un site pédagogique, où on recensait les propos et projets de Le Pen », explique Emmanuel Vidal²⁹. Le site catalogue donc des citations significatives, des photos, et des condamnations et les procès perdus par Le Pen. Autre exemple d’initiative, un site perso qui expose en ligne le « Dico facho-Français », édité par le Canard enchaîné en 1997, où il proposait de décrypter le double langage des extrémistes.

- les sites d’informations

Beaucoup de sites temporaires, plutôt militants, furent créés, comme eteignonslaflamme.fr, mail2002.cjb.net. Ils proposaient un calendrier des manifestations, une revue de presse, des tracts, et parfois des forums de discussion.

- les sites appelant aux urnes

Par exemple, Philippe Batreau, consultant qui travaille sur le site Adminet, lance liberte-egalite-fraternite.net, où il appelle à voter et ne pas voter blanc. Sur sa page d’accueil, l’appel « au sursaut républicain » est clair : « Le 5 mai, faites barrage à l’extrême droite. (...) Ne pas voter le 5 mai, c’est donner sa voix au fascisme ». « L’objectif était de mobiliser autour de ces trois valeurs remises en causes, et d’appeler au vote républicain. J’ai voulu m’adresser à ceux qui avaient des sites politiques ou d’entreprises », explique-t-il³⁰. Cet appel sera relayé dans le milieu où il travaille - celui de l’Internet territorial, et sur des sites comme ceux de l’Artesi (Agence régionale des technologies de l’information et de l’Internet). Un appel suivi d’une sorte de pétition, qui a trouvé environ 200 signataires, souvent représentant des structures administratives ou publiques, qui inséreront le logo « Voter républicain » sur leurs sites.

- les sites parodiques

²⁷ Précision sémantique : ses membres préfèrent que l’on parle maintenant de mouvement « altermondialiste », pour signifier qu’il cherche une autre voie (donc une alternative) à la mondialisation libérale

²⁸ C’est le principe de l’ « open publishing ». A cause de certains débordements d’internautes, Indymedia France a failli fermer à plusieurs reprises.

²⁹ Entretien avec l’auteur, 24 mai 2003

³⁰ Entretien avec l’auteur, 26 mai 2003

Ce sont souvent des sites satiriques anti-Chirac, créés avant le premier tour des élections présidentielles par des internautes sympathisants ou militants de gauche, notamment pour dénoncer les « affaires » auxquelles Jacques Chirac était mêlé. Après les résultats du premier tour, ils ont appelé à voter Chirac, comme pour Chiracopoly.com. Encore en ligne, ce dernier précise bien, sur sa page d'accueil : « nous n'adhérons pas à son projet mais nous voterons pour Chirac pour contrer Le Pen. Soyons clairs : "Chirac demeure notre adversaire, mais Le Pen est notre ennemi. " Les résultats du 1er tour nous obligent à revoir nos priorités ».³¹

Il est clair que la plupart des sites personnels furent créés dans l'émotion qui suivit la révélation du résultat du premier tour du scrutin présidentiel, et n'avaient souvent vocation à jouer un rôle que sur le court terme, avant l'échéance du second tour, le 5 mai 2002. Mais certains existent encore, comme quiestlepen.com : « il fallait qu'il s'inscrive dans la durée, puisqu'il se concentre sur la personnalité profonde de Le Pen. Un moment, nous envisagions même de consacrer un site à Marine Le Pen, puisqu'elle s'impose à son tour au sein du FN », explique Emmanuel Vital³². De même, Philippe Batreau a conservé son site, parce que « il risque de devoir resservir ».

Mais au-delà de ces sites, durables ou jetables, dont la vocation est de traiter des sujets politiques, une série de sites et de listes de diffusion sans rapport avec l'objet politique ont joué les Résistants. Par exemple, une liste de diffusion qui regroupe des chercheurs littéraires sur le site fabula.org s'est autorisée, au nom des valeurs des Lumières, un conseil de vote... Ce que le site net-campagne.net relevait dans sa chronique quotidienne : « un site consacré à la recherche littéraire, fabula.org, envoie à ses abonnés le message suivant : "L'imminence du second tour de l'Élection présidentielle française invite Fabula à rappeler à quel point les valeurs de liberté, de respect et de tolérance nous semblent coextensives à la recherche intellectuelle et à l'échange scientifique. Les chercheurs francophones ne sauraient donc tolérer que l'honneur de la culture francophone soit bafoué par le score de l'extrême droite. L'équipe Fabula s'associe ainsi aux nombreuses pétitions émanant de la communauté scientifique invitant à voter sans État d'âme et par delà les clivages politiques pour le candidat de la droite républicaine" »³³.

B/ De nouvelles formes de mobilisation (comment l'Internet a accompagné le mouvement de la rue)

Si certaines des initiatives rappellent les heures qu'a connues le Web lors des points forts de la lutte antimondialisation – avec notamment les sommets de Seattle et de Gênes – les formes de cette « protestation virtuelle » ont changé. Le Web ne sert plus de simple exutoire, mais les internautes l'utilisent désormais comme une tribune, et en font le prolongement de leur action de terrain.

³¹ cf presidentielles.net/riposts/ qui répertorie les initiatives, notamment de sites satiriques

³² Entretien avec l'auteur, 24 mai 2003

³³ Lundi 29 avril 2002, net-campagne.net/articles/webentredeuxtours.htm

1/ Les différents sites fournissent des « kits de résistance » (l'attirail du parfait militant)

Les internautes peuvent se procurer sur Internet tracts, argumentaires et affiches téléchargeables sous format PDF, ou encore des bannières à intégrer sur les sites, appelant à la mobilisation contre le FN. Ainsi, le site nolepen.free.fr permettait aux internautes de télécharger un pop-up (une page web superposée) « Journées pages noires » (du nom de cette opération où certains sites affichaient une page noire, en signe de protestation contre le FN) à afficher sur son site personnel jusqu'au 5 mai. Toujours dans le registre des « outils » pédagogique, des sites personnels comme Tbhe.free.fr proposaient des bannières d'actualité à télécharger et des tracts pédagogiques intitulés « Pourquoi voter » et « Qui est le FN ».

Autre matériau pour le militant de base, des affiches téléchargeables et libres de droits appelant à voter contre Le Pen, souvent créées par des collectifs de graphistes à cette occasion. En effet, « graphistes indépendants, agences, étudiants en arts graphiques (comme ceux de l'École nationale supérieure des Arts décoratifs de Paris) » font alors circuler leurs créations, libres de droits, sur le Web, souligne alors Emmanuelle Jardonnet dans *Le Monde*³⁴. Ce sera par exemple le cas de l'agence de graphisme dirigée par Nathalie Baylaucq, qui met au point une série d'affiches, puis crée un site Internet, <http://contre-le-pen.com>, pour accueillir et diffuser les créations consacrées à ce thème, ou de collectifs de graphistes sur contre-le-pen.com, ou Subakt.fr.

2/ La consécration des forums de discussion... et la problématique de leur modération

Les forums de discussion ont trouvé leur consécration lors de cette campagne électorale. Notamment grâce à leur caractère interactif et immédiat : pour la première fois, des individus, simples citoyens ou militants, pouvaient échanger leurs idées – tout en étant protégés par leur ordinateur, et éventuellement l'anonymat. Surtout, les forums traduisaient de façon brute leurs émotions, leurs inquiétudes, avec des questions et des réactions des uns et des autres.

- Les différents types de forums de discussion ouverts

Or, portails, médias en ligne, webzines, et sites personnels ont ouvert dès le 21 avril au soir des forums de discussion pour faire réagir les internautes aux résultats électoraux.

Les principaux portails d'accès sur la Toile, Wanadoo.fr et Yahoo.fr, ont ainsi ouvert des forums. Du côté des médias en ligne et des webzines, ce fut notamment le cas de *Transfert.net*, *Liberation.fr* (qui comptabilise alors plus de 1 300 participations par jour sur son forum « présidentielles »³⁵), *01net.com* et *Présidentielles.net*. Plusieurs sites de candidats aux présidentielles ont aussi laissé la parole aux internautes, comme ceux de Jacques Chirac (chiraccaveclafrence.net) et Lionel Jospin (lioneljospin.net). Enfin, dans les innombrables pages personnelles ouvertes à cette occasion, un forum était aussi souvent accessible, comme sur jeboycottelepen.com.

- Les forums, non modérés, modérés à priori ou à posteriori

³⁴ Emmanuelle Jardonnet, « les graphistes se mobilisent sur le Web », *Le Monde*, lundi 29 avril 2002

³⁵ Philippe Guerrier, « Présidentielle : le choc politique crée la surchauffe de l'audience », *le Journal du Net*, mercredi 24 avril 2002

Premier exemple, le forum « le vote coupable », lancé le soir du 21 avril par *Presidentielles.net*, était non modéré. Et inévitablement, il a été la proie d'interventions racistes, et a été critiqué, à ce titre, par les partis politiques. Mais la non-modération du forum était nécessaire ce soir-là, au nom de « l'éthique Internet et de la nécessité, ce soir-là, de laisser les débats émerger, et les internautes se battre avec les mots », expliquait alors Alexandre Brachet, son fondateur³⁶.

Reste que, suite à certains débordements, certains sites se voient contraints de fermer leurs forums de discussion. Ce fut le cas de *01net.com*, contraint de fermer son forum le 24 avril 2002, ce qu'il justifiait auprès de ses lecteurs de la façon suivante : « En raison du trop grand nombre de contributions allant à l'encontre des lois visant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe (Loi 90-615 du 13 juillet 1990), et à sanctionner la provocation à la haine ou à la discrimination, la diffamation et l'injure raciale (Loi 72-546 du 1^{er} juillet 1972), et ne pouvant pas modérer efficacement toutes les contributions posant problème, la rédaction de 01net a décidé de fermer ce forum ».

3/ Les e-mails : entre informations, « hoax » et « rappels historiques »

Le courrier électronique devient un élément-clé en raison de sa souplesse d'utilisation : en quelques secondes, il peut être envoyé simultanément à plusieurs milliers de personnes. Mieux : un internaute peut l'envoyer à plusieurs catégories de personnes, dont les adresses sont classées dans des carnets d'adresses électroniques thématiques, ou à des mailing lists (listes de diffusion).

D'où la multitude d'e-mails envoyés par des particuliers. Les uns énumèrent les propos controversés de Jean-Marie Le Pen, alors répertoriés dans la presse. D'autres e-mails, intitulés « la mémoire flanche » ou « Rappel historique », évoquent des parallèles entre la France d'aujourd'hui et l'Allemagne d'avant-guerre, et font circuler des argumentaires illustratifs de l'idéologie d'extrême-droite.

Comme toujours, cela conduit à certains dérapages : le « hoax »³⁷ qui fut le plus alimenté en ligne fut celui d'une similitude inquiétante entre un discours de Jean-Marie Le Pen, où il déclarait « Socialement je suis de gauche, économiquement je suis de droite et nationalement je suis de France », et un discours qu'Hitler aurait prononcé lors du congrès annuel du NSDAP (National Socialistische Deutsche Arbeiter Partei) le 29 novembre 1932³⁸ : « Notre national-socialisme est le futur de l'Allemagne. Bien que ce futur soit économiquement résolument à droite, nos cœurs resteront à gauche. Mais par-dessous tout, jamais nous n'oublierons que nous sommes Allemands ». Une « information » qui circulera beaucoup par e-mail et sera reprise par les médias : dans le journal télévisé de France 3, le mercredi 24 avril 2002, dans un article de *Transfert.net* et une dépêche AP, mis en ligne le même soir, puis sur LCI et Europe 2. Il s'avère par la suite que il n'y a pas eu de congrès du NSDAP en novembre 1932, et Hitler n'a jamais prétendu que son « cœur était de gauche », pour reprendre les termes exacts de la rumeur...

Deux jours après, à partir du 26 avril 2002, un autre hoax circulera par e-mail, d'après lequel le cabinet d'Henri Emmanuelli, président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale, aurait « pris connaissance d'une enquête commandée par le gouvernement et réalisée par les Renseignements généraux. Elle crédite Jean-Marie Le Pen de 42% des voix au second tour et n'exclut pas son élection ». Ce que le cabinet d'Henri Emmanuelli et le bureau

³⁶ Entretien avec l'auteur, 23 avril 2002

³⁷ Rumeur qui se répand sur Internet

³⁸ Date qui est également la date de naissance de Jacques Chirac – coïncidence que quelques internautes, lors de la circulation de ce hoax, ne manquèrent pas de souligner

des RG démentent ensuite, précise tf1.fr³⁹. Dans le même article, Guillaume Brossard, fondateur du site Hoaxbuster.com (qui répertorie les fausses rumeurs qui circulent en ligne), souligne justement que dans ce contexte politique, « les gens estiment que tout est caché : tout ce qui touche de près ou de loin à la politique est du pain béni pour les hoaxers ».

4/ Organisation de campagne anti-Le Pen en ligne

- pétitions en ligne

Plusieurs sites proposaient aux internautes de signer des pétitions de protestation contre le FN. Ce qui fut par exemple le cas d'étudiants de Sciences-Po sur lapetition.com, site spécialisé dans les pétitions en ligne, ou encore sur un site créé par un collectif d'étudiants de Sciences-Po, qui appelaient à une « journée morte » le 25 avril. De même, le site Résistance FN proposait une pétition pour la « mobilisation citoyenne ».

Autre type de pétition en ligne, celle directement destinée au candidat... Jacques Chirac, sous forme de mise en garde d'internautes – souvent militants de gauche – qui lui rappellent qu'ils votent pour la République, mais ne sont pas dupes et ne soutiennent pas le candidat en lui-même. Ainsi, lettreachirac.free.fr recueille 6657 signatures, dans pour une lettre expliquant que la voix que ces signataires lui apportent « n'est pas destinée à [le] soutenir mais à préserver les valeurs de la République », cite alors Claire Ané dans *Le Monde*⁴⁰

- organisation de « Journées pages noires »

Par cette opération, des sites personnels et certains sites médias se mettent en berne – une manière pour les webmasters de mettre leurs sites en grève » jusqu'au second tour, et utiliser leur page d'accueil pour appeler à manifester contre le FN.

- les médias en ligne relaient les initiatives « citoyennes »

Plusieurs initiatives – création de sites personnels, pétitions – sont relayées par des médias. C'est un peu un échange de bons procédés, où des titres de presse médiatisent des initiatives individuelles, et les cautionnent donc ; et où eux-mêmes se légitiment d'autant plus en montrant leur engagement auprès de leur lectorat. Par exemple, le magazine en ligne *Transfert.net* apporte son soutien au site Liberte-egalite-fraternite.net, en y consacrant des articles⁴¹

Conclusion

De nouveaux usages politiques et citoyens du Net ? Des pratiques de la citoyenneté renouvelées ?

³⁹ Christophe Abric, « La pseudo-enquête des RG », tf1.fr/news, mardi 30 avril 2002

⁴⁰ Claire Ané, op. cit.

⁴¹ Sylviane Stein, « Présidentielle : le deuxième tour a commencé sur le Net », *Transfert.net*, lundi 22 avril 2002 ; « Mobilisation : suite, mais pas fin », *Transfert.net*, mercredi 24 avril 2002

Un des aspects marquants de cette Net-campagne de l'entre-deux tours fut donc la floraison de sites personnels pour accompagner cette mobilisation spontanée. En revanche, du côté des médias alternatifs, les acteurs les plus anciens comme Samizdat .net et Indymedia France sont restés discrets. « Ils avaient une certaine réticence à appeler à voter Chirac au second tour, surtout chez Indymedia. Le retrait de Samizdat.net était manifeste, puisqu'ils n'avaient pas mis en place de dispositifs temporaires d'information, comme ils le font pour les événements sociaux », estime d'ailleurs Olivier Blondeau⁴². Alors que le sociologue estime que de nouveaux acteurs sont apparus, avec notamment Lemaquis.org, qui a servi de nouveau relais, ou encore les collectifs de graphistes.

Mais cette création de pages personnelles qui proposaient argumentaires, tracts et logos anti-Le Pen n'a que peu atteint un nouveau public. « Elle a permis à un public déjà sensibilisé de s'exprimer et se mobiliser. Dans ces circonstances, l'Internet a été un outil supplémentaire, mais n'a pas créé de nouveaux militants », estime Philippe Batreau.⁴³

En fait, cela a accentué une tendance qui existait déjà avant : « chacun a compris qu'il avait la possibilité de manifester plus facilement, dont sur Internet, sans passer par une association. Internet est un instrument de « propagande » plus souple à déployer, l'information devient un outil de militantisme », estime alors Stéphane Mandard⁴⁴.

Cependant, la presse a beaucoup relayé ce mouvement spontané de sites persos anti- Le Pen en ce printemps 2002. A partir de là, est-ce que ces sites ont eu une influence, ou en ont-ils eu parce qu'ils étaient relayés par la presse traditionnelle et la presse en ligne ?

Le résultat inattendu du premier tour des élections présidentielles a incontestablement bouleversé la net-campagne qui était engagée. Les militants et les simples citoyens se sont imposés sur le Réseau, au détriment des états-majors des candidats. Et ce, même si Internet a été un outil réactif sur le coup, pour un mouvement qui « n'a pas été suivi d'une politisation », rappelle Olivier Blondeau. Il est sûr que sur Internet, pour une vraie campagne, il faut des enjeux, une demande politique, pour que s'imposent une offre partisane, l'audience des sites, et une participation citoyenne massive.

Capucine Cousin

⁴² Entretien avec l'auteur, 27 mai 2003

⁴³ Entretien avec l'auteur, 26 mai 2003

⁴⁴ In « Internet et le militantisme », émission *Studio Ouvert*, Public Sénat, 1^{er} mai 2002